



Bilan du groupe de discussion concernant les investisseurs sur le marché des TACHR

Le 2 mai 2019

Retour sur les réunions précédentes

Les participants à l'[atelier sur le marché canadien des TACHR](#), organisé par le Forum canadien des titres à revenu fixe en septembre 2018, se sont montrés très favorables à l'amélioration de la transparence de l'information sur les prêts hypothécaires canadiens pour favoriser le développement et le bon fonctionnement d'un marché privé de TACHR au pays.

Un [groupe de discussion](#) formé surtout de participants au marché issus du côté vendeur s'est ensuite réuni en janvier afin de s'entretenir sur les mesures requises pour assurer le degré de transparence souhaité. Les participants ont entre autres discuté de la faisabilité de créer une base de données publique sur les prêts hypothécaires et de la forme que cet outil pourrait prendre.

- Les participants étaient favorables à la création d'une base de données nationale sur les prêts hypothécaires qui favoriserait la mise sur pied d'un marché des TACHR liquide au Canada et permettrait aux parties prenantes de suivre l'évolution du marché hypothécaire canadien.

Une réunion de suivi, regroupant surtout des participants au marché issus du côté acheteur, s'est tenue en mai. Elle visait à examiner plus en détail la portée et le degré de la transparence que cette base de données devrait fournir aux investisseurs.

Résumé des discussions

- ❖ La société MCAP a examiné l'accès public actuel aux données sur les prêts hypothécaires au Canada, et a présenté les données qu'elle a rendues disponibles sur ses opérations récentes sur TACHR (qui comprennent des données sur les prêts individuels, les portefeuilles de prêts et la qualité des prêts).
 - MCAP a mentionné que les investisseurs réagissaient favorablement aux données fournies.
- ❖ Certains participants ont indiqué vouloir obtenir le plus d'information possible sur les prêts hypothécaires (« plus il y en a, mieux c'est »), mais ils étaient aussi conscients des limites d'ordre pratique que posent certains facteurs dans le cas d'une base de données nationale. Pensons notamment aux préoccupations concernant la protection des renseignements personnels, aux considérations sur le plan de la concurrence commerciale et à la faisabilité de recueillir et de regrouper de grandes quantités de données. Les discussions qui ont suivi ont donc porté sur les données sur les prêts hypothécaires dont les investisseurs ont besoin (nécessaires par opposition à souhaitables) pour effectuer leur analyse des émissions de TACHR.
- ❖ Dans l'ensemble, les participants étaient d'avis que le modèle de données que propose MCAP à ses investisseurs sur le marché des TACHR constituait un très bon point de départ pour une base de données nationale. Selon ce concept, les données des institutions financières sur les prêts individuels (y compris les données concernant la qualité des prêts) seraient agrégées, et les utilisateurs pourraient les modifier et les organiser selon certains critères, ce qui donnerait un point de référence pour comparer les opérations sur TACHR.

Résumé des discussions

- ❖ Les participants jugeaient qu'une base de données nationale sur les prêts hypothécaires assurés et non assurés, fondée sur le modèle de MCAP, respectait les normes mondiales et était réalisable.
- ❖ La possibilité pour les utilisateurs de modifier et d'organiser les données selon leurs besoins dans une feuille de calcul, sans compromettre la vie privée ou la confidentialité, était considérée par les participants comme une caractéristique essentielle de la base de données.
- ❖ Les participants ont parlé d'étoffer certains aspects du modèle de MCAP. Quelques-uns ont exprimé le désir d'accéder à des renseignements plus détaillés sur le plan géographique pour faire l'analyse des données (en tenant compte des préoccupations concernant la protection des renseignements personnels). Certains ont également dit vouloir accéder à des informations sur les prêts hypothécaires provenant d'institutions financières particulières; ils ont reconnu toutefois que ce n'était pas le but d'une base de données publique nationale.

Résumé des discussions

- ❖ Les participants étaient d'avis qu'alimenter le répertoire de données et le mettre à jour chaque mois serait bien plus pertinent que de compiler des données historiques.
- ❖ Ils étaient d'accord pour tirer parti des efforts de collecte de données que mènent déjà des institutions du secteur officiel (en particulier, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et le Bureau du surintendant des institutions financières) et pour que la base de données soit gérée par le secteur public.

Points de discussion – étapes à venir

- ❖ Après les deux réunions de groupes de discussion, la première réunissant surtout des participants au marché issus du côté vendeur et la deuxième, des participants au marché issus du côté acheteur, il convient peut-être maintenant de discuter plus en détail des besoins de données avec les services aux particuliers des grandes banques et d'autres prêteurs hypothécaires de moindre envergure qui n'ont pas encore participé aux groupes de discussion.
 - En particulier, pour dresser une liste concrète de variables afin de mettre sur pied la base de données.
- ❖ Autre chose?



Annexe

Participants

Coprésidents

- ❖ Ron Morrow, Banque du Canada
- ❖ Roger Casgrain, Casgrain & Compagnie

Participants

- ❖ Evan Hughes, Gestion d'actifs 1832
- ❖ Barbara Lambert, Addenda Capital
- ❖ Lovisa McCallum, Banque de Montréal
- ❖ John Van Boxmeer, Gestion d'actifs CIBC
- ❖ Louise Stevens, SCHL
- ❖ Maxim Armstrong, SCHL

- ❖ Alex Prokoudine, Banque Équitable
- ❖ Rob Barnes, La Great-West
- ❖ Don Ross, MCAP
- ❖ Jessica Mittler, MCAP
- ❖ Richard Hunt, Moody's Canada

Observateurs

- ❖ Adi Mordel, Banque du Canada
- ❖ Nigel Stephens, Banque du Canada

- ❖ Samantha Sohal, Banque du Canada